

Mail reçu ce lundi 8 janvier 2024

Madame, Monsieur,

L'équipe de Passages-ADAPes vous adresse tous ses vœux pour l'année 2024 et espère que vous avez passé de bonnes fêtes. L'association ADAPes et la Revue Passages (<https://www.passages-adapes.fr/>), créées en 1987, travaillent depuis leur création en partenariat avec des entreprises, des centres de recherche et des institutions publics et privés. Les thèmes privilégiés de nos travaux portent sur les questions de l'énergie, du climat et du développement durable, notamment de l'énergie nucléaire en France et en Europe.

Nous sommes actuellement en train d'organiser un colloque intitulé « *Le renouveau du nucléaire en Europe* », qui se déroulera le 11 mars 2024 au Palais du Luxembourg, Salle Médicis, à Paris, en partenariat avec la DG Energie de la Commission Européenne et l'Office parlementaire des choix techniques et scientifiques (OPECST), et qui fera intervenir des responsables européens, politiques, industriels et académiques sur la situation de la filière nucléaire en Europe. Nous considérons que l'énergie nucléaire peut constituer une chance pour l'Europe, notamment au regard des conflits et de leurs conséquences énergétiques et économiques. Les actes de ce colloque seront publiés dans la Revue Passages et sur notre site [Le Pont](#).

Connaissant votre intérêt pour les questions de l'énergie, du fait que vous avez pu suivre nos précédentes activités dans ce domaine, nous souhaitons vous inviter à participer à notre colloque du 11 mars 2024 dans la salle Médicis dès lors que vous êtes adhérent(e) ou abonné(e) à Passages-ADAPes et au Pont des idées. Si vous ne l'êtes pas, vous trouverez en fin de programme un bulletin de cotisation à remplir accompagnée de votre règlement qui vous permettra d'assister à ce colloque. Afin que l'organisation de cette manifestation se déroule dans les conditions optimales, nous souhaiterions vivement recevoir votre réponse dans les meilleurs délais à : passages4@wanadoo.fr.

Nous vous prions d'agréer, madame, monsieur, l'expression de nos salutations cordiales.

Emile H. Malet

Président de l'ADAPes, de la Revue Passages et du Pont des idées

Tél : 06 80 07 59 65

Courriel : emilehmalet@orange.fr

Sonya Ciesnik

Coordination

Tél : 01 43 25 23 57

Courriel : contact@lepontdesidees.fr

COLLOQUE

Le renouveau du nucléaire en Europe

Le 11 mars 2024 de 8h45 à 18h
Palais du Luxembourg – Salle Médicis
15 rue de Vaugirard 75006 Paris

Dans les prochaines décennies, une contribution significative de l'énergie nucléaire est inéluctable si on veut gagner le combat contre le réchauffement climatique. Quand on parle d'énergie, et particulièrement d'énergie nucléaire, la géopolitique n'est jamais très loin. Or, parmi les pays voulant s'engager dans la réalisation de réacteurs, la vision géopolitique est extrêmement diverse. Une autre difficulté pour un déploiement européen rapide est que l'énergie nucléaire se nourrit essentiellement de compétences qui sont longues à mettre en place. Le déploiement de nouvelles capacités nucléaires en Europe est donc une course contre la montre. Comment la gagner avec quelques pays qui cherchent à tout prix à l'empêcher, comment créer entre les pays européens partant vers de nouvelles réalisations les coopérations efficaces en protégeant les intérêts nationaux de chacun ?

Présentation et ouverture

9h00-10h15

Session 1- La politique énergétique européenne en question 10h30-12h30

Les dogmes à la base de la politique énergétique de l'Union Européenne furent définis à une époque d'énergie abondante, bon marché, et de sur capacité électrique. L'accélération du réchauffement climatique, les récentes crises géopolitiques et énergétiques imposent, dans un délai court, des réajustements profonds, alors que les situations, les intérêts et les visions des États Membres sont très hétérogènes, pour ne pas dire opposés. De plus, l'énergie est un domaine où le rôle des États, du Parlement et de la Commission sont très imbriqués, ne facilitant pas des prises de décision rapide qui ne peuvent être prises que par consensus.

Cette session se focalisera sur quelques questions essentielles comme

- L'évolution de la demande et des besoins imposé par la transition énergétique et la volonté de réindustrialisation ;
- Le renforcement de la sécurité d'approvisionnement et de l'indépendance énergétique ;
- Le bon équilibre entre les moyens de production d'électricité pilotable et non pilotables d'électricité ;
- L'accès aux ressources financières et humaines permettant de réaliser d'énormes chantiers de constructions ;
- La capacité de l'Union de s'accorder sur une politique commune et assurer la complémentarité entre les pays.

Séance 2: Enjeux géopolitiques et géostratégiques

14h00-15h45

L'accès à l'énergie est un besoin indispensable et il crée des dépendances économiques étroites entre les pays. C'est donc devenu un instrument géopolitique essentiel, notamment dans le cas de l'énergie nucléaire, qui se concentre autour de deux ressources, celles du combustible, encadré par des contraintes de non-prolifération, et celle des réacteurs, qui fait appel à une capacité concentrée dans très peu de pays. Les deux créent des liens étroits et pérennes entre le vendeur et l'acheteur. De plus, le réchauffement climatique, aux dimensions planétaires, a encore renforcé cette dimension géopolitique, car le nucléaire fait partie des rares moyens décarbonés permettant de réduire le rôle des combustibles fossiles.

Après le naufrage d'une politique donnant la part belle au gaz russe, l'Europe devra regarder avec attention les liens découlant des divers choix énergétiques possibles imposés par la transition énergétique, et leurs risques associés.

Cette session s'attachera à identifier ces dépendances, les risques et les enjeux stratégiques attachés tant au développement du nucléaire, qu'à celui des autres moyens de productions envisagés, afin de bâtir au niveau européen un système électrique diversifié et résilient.

Séance 3: Viabilité de la filière nucléaire française

15h45-17h30

Avec une flotte de plus de 100 réacteurs en opération, l'Union Européenne présente une industrie nucléaire puissante et expérimentée, dont la partie française est un maillon majeur, étant la seule à couvrir l'ensemble du cycle de vie des réacteurs et du combustible.

La confusion autour des perspectives du nucléaire en Europe l'ont affaiblie, mais les bases existent toujours pour engager un programme de réalisations de grande ampleur, mais un tel développement nécessitera des ressources importantes, tant humaines que financières. Cependant, pour se mettre en configuration et faire les investissements nécessaires, les industriels ont besoin d'un cadre clair et d'une visibilité long terme, ce qui n'est pas encore acquis à Bruxelles sur quelques sujets majeurs. Sur la taxonomie, le nucléaire est une énergie de transition, les possibilités d'aide d'état restent indéfinies et les règles du futur marché de l'électricité sont en gestation. Ils ont aussi besoin de pouvoir s'appuyer sur un système éducatif qui fournisse des formations adaptées à leur besoin. Cette session cherchera à éclairer les orientations et les choix permettant de renforcer les capacités de l'industrie française et l'aider à réaliser un programme national de grande ampleur, et accompagner utilement le renouveau de l'énergie nucléaire en Europe.

Conclusion

17h30-18h00

Ma réponse au président Malet

Bonjour Monsieur le Président,

Merci de m'avoir envoyé une invitation.

Je ne pense pas venir à ce colloque qui semble à priori pro électronucléaire.

Veillez trouver ci-joint ma réflexion et mes arguments contre l'électronucléaire.

D'abord, dire que la contribution de l'énergie nucléaire est inéluctable dans les 20 ans à venir pour gagner le combat contre le réchauffement climatique me semble faux pour plusieurs raisons:

1. la lutte efficace contre le RC (mais aussi contre la perte de biodiversité) passe d'abord par la sobriété en général et la sobriété énergétique en particulier.
2. la géopolitique nous montre clairement les risques majeurs d'une industrie nucléaire en cas de conflit comme celui Ukraine/Europe/USA et Russie. Par ailleurs, les ressources exploitables à bon prix d'uranium dans le monde sont limitées et localisées dans des pays peu sûrs pour les occidentaux que nous sommes (Niger, Khasakstan, Russie). Si le nucléaire reprenait de la vigueur, l'accès à ces ressources limitées créerait les conditions d'un conflit entre nations nucléarisées.

Clairement la sécurité d'approvisionnement et l'indépendance énergétique ne peuvent être obtenues par le nucléaire.

3. le délai de construction de nouveaux réacteurs est long (10 à 20 années); ce délai est trop long par rapport à l'urgence de la lutte contre le RC; notons également que la construction des réacteurs est extrêmement énergivore (béton, aciers spéciaux, ...) et donc fortement émettrice de GES. Dans l'immédiat, le remède nucléaire est pire que le mal à soigner ! En d'autres termes la course contre la montre nucléaire est une fuite en avant suicidaire pour l'humanité car elle repose sur le fait de ne pas changer notre modèle de société mercantile et hyper consummatrice.

4. les réacteurs nucléaires sont vulnérables aux aléas climatiques (tempêtes, inondations ou sécheresses) qui menacent l'alimentation électrique de secours, le système de refroidissement par manque d'eau ou par obstruction des arrivées d'eau et peuvent forcer à arrêter des réacteurs par sécurité.

Certes, même dans le respect nécessaire de la sobriété énergétique, l'énergie reste un besoin

indispensable pour tous; la variété des sources d'énergie et leur bonne répartition localisée sur toute la France ou toute l'Europe sont donc essentielles; clairement les ENR sont plus adéquates pour cela.

L'argument du haut pilotage de l'électronucléaire par rapport à l'intermittence des ENR me semble très contestable; en effet, il existe des ENR comme le géothermique et l'utilisation de la force des marées et des vagues qui ne sont pas intermittentes voire constantes. De plus la France et l'Europe disposent de régimes de vents variés, évitant, par le foisonnement, l'absence totale de vent. De même le soleil illumine largement l'Europe et même l'Allemagne plus au nord récupère largement l'énergie solaire sous forme d'électricité ou de chaleur.

A noter d'ailleurs, l'intérêt de récupérer au moins autant de chaleur que d'électricité, vu que les besoins de chaleur sont très importants pour les logements, les bureaux et les entreprises. Se chauffer à l'électricité même avec des PAC relève du grand gâchis énergétique.

Les centrales nucléaires actuelles, environ 25 en France sont éloignées des points de consommation, ce qui oblige à créer des liaisons THT fort longues et soumises aux aléas climatiques de plus en plus violents. A l'inverse, une production de chaleur et d'électricité diversifiée et délocalisée assure une plus grande indépendance des territoires et limite fortement le risque de black out de tout une région ou pays.

Voir dans le nucléaire un moyen de produire de l'énergie (chaleur et électricité) décarbonées me semble regarder par le petit bout de la lorgnette en ignorant tous les dégâts environnementaux liés à l'extraction de l'uranium, son premier traitement sur place, son transport sécurisé, son traitement énergivore en France (environ 13% de la production électrique consacrée à l'enrichissement), le stockage au long cours (des siècles) des déchets, la sécurisation de toutes les installations, etc ...

Bref, vous l'aurez compris, Monsieur le Président, l'énergie nucléaire, telle que nous la connaissons et la maîtrisons aujourd'hui (fission nucléaire), n'est sûrement pas la solution idéale de réduction des émissions de GES ni de frein aux pertes de biodiversité tout aussi inquiétantes. Quand à la fusion nucléaire ou à la fission nucléaire sûre, par neutrons rapides, difficile de croire qu'elles seront disponibles avant 20 ans.

C'est la raison pour laquelle, je ne pense pas être utile à ce colloque. Néanmoins vous pouvez communiquer mon argumentation aux participants pour ouvrir le débat.

Bien cordialement
Christian Rozé

Intervenants pressentis

Emile H. MALET, Directeur de Passages-ADAPes

Agnès PANNIER-RUNACHER, Ministre de la Transition énergétique

Bernard SALHA, Directeur R&D d'EDF, Président de la SNETP (Sustainable Nuclear Energy Technology Platform)

Massimo GARRIBBA, Directeur Général Adjoint en charge du nucléaire à la DG ENER, Commission européenne

Stéphane PIEDNOIR, Sénateur du Maine-et-Loire

Luc REMONT, Président du groupe EDF

Emmanuelle WARGON, Présidente de la Commission de Régulation de l'Énergie

Jan BARTAK, Président de NucAdvisor

Yves DESBAZEILLE, Directeur général de Nucleareurope

Bernard ACCOYER, ancien Président de l'Assemblée Nationale, Président de PNC

Roberto ADINOLFI, Chairman of the Board of Ansaldo Nucleare, Italie

Vincent BERGER, Haut-commissaire à l'énergie atomique

Alain VALLEE, ancien président de NucAdvisor

Christine GOUBET-MILHAUD, Présidente de l'Union Française de l'Électricité

Marc DEFFRENNES, ingénieur civil , fonctionnaire retraité de la Commission Européenne et de l'OCDE, Fondateur de l'Alliance weCARE

Louis GALLOIS, ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus, coprésident de la Fabrique de l'Industrie

Marco RICOTTI, Professeur de l'Université POLIMI, Italie

Emmanuelle GALICHET, enseignante-chercheuse au CNAM

Morgane AUGÉ, Directrice des Affaires publiques du groupe ORANO

Jan-Horst KEPLER, Professeur en Sciences Économiques, Université Paris-Dauphine

Xavier URSAT, Directeur exécutif groupe, Direction Ingénierie et Projets Nouveau Nucléaire EDF

Stefano BUONO, Directeur Général Advanced Acceleration Applications

Jean-Claude PERRAUDIN, ancien adjoint à la Direction des Relations Internationales, CEA

Claude IMAUVEN, Président du Conseil d'Administration du groupe ORANO